

Israël / Palestine, quelles alternatives à la solution à deux États ?

Entretien avec Robert Malley

par Sung Choi & Marc André

Pourquoi les négociateurs internationaux se sont-ils tant attachés, malgré les échecs répétés, à la solution à deux États pour trouver une issue au conflit au Proche-Orient ? Pour Robert Malley, dans un monde profondément nouveau, tout est à revoir pour reconstruire à partir des débris.

Robert Malley est diplomate et chercheur, enseignant à l'Université de Yale. Né à New York, il a grandi à Paris. Il est l'auteur, avec Hussein Agha, de *Tomorrow is Yesterday : Life, Death, and the Pursuit of Peace in Israel/Palestine* qui paraîtra en France en septembre 2026 aux éditions Max Milo ; et d'un ouvrage sur l'Algérie, *The Call from Algeria : Third Worldism, Revolution, and the Turn to Islam* (University of California Press, 1996). Il a été, sous l'Administration Clinton, conseiller pour les affaires israélo-arabes ; sous l'Administration Obama, coordinateur pour le Moyen-Orient, le Golfe, et l'Afrique du Nord ; et pendant la Présidence Biden, envoyé spécial pour l'Iran. Il a également dirigé l'ICG (International Crisis Group).

La Vie des idées : Votre livre propose la réflexion critique d'un insider engagé dans le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, puisque vous avez été l'un des principaux négociateurs des administrations démocrates depuis les années 1990. Comment peut-il être à la fois un bilan de trente années de négociations et une confession sur votre implication au regard de votre héritage familial et de votre formation ?

Robert Malley : Nous sommes tous le produit de notre environnement et de notre bagage familial. On s'identifie à celui-ci ou on s'en démarque ; on y puise valeurs, croyances, convictions et doutes. Mon père était attiré par tout ce qui relève de la subversion, de la révolte, de la rébellion. Juif d'Égypte, il se considérait militant pan-Arabe, anti-sioniste, et pro-Palestinien. Correspondant d'un journal égyptien aux États-Unis [*Al Gomhuria*], il vilipendait la politique américaine ; rédacteur en chef d'un magazine à Paris [*Africasia* puis *Afrique Asie*], il insultait les dirigeants français. Sa plus grande satisfaction ? Sans doute d'avoir la distinction rare d'avoir été un Américain expulsé de France pour raisons politiques. Que cela m'ait marqué ne fait guère de doute. Débarqué à Paris en 1969, j'admirais, quand j'étais au lycée, nombre d'auteurs engagés ou personnalités militantes : côté français, Zola, Sartre ; côté américain, Steinbeck, les films de Charlie Chaplin, l'épopée haletante du boxeur Mohammed Ali. Ce que l'on dénommait à l'époque le Tiers-Monde, son combat pour l'indépendance et la souveraineté, m'inspiraient, sans doute un peu naïvement. Parmi les personnes que j'ai fréquentées dans ma jeunesse parisienne figuraient des militants indépendantistes africains, arabes et maghrébins. Le premier Palestinien que j'ai rencontré, au début des années 1980, est Yasser Arafat, alors dirigeant de l'Organisation de Libération de la Palestine, désigné terroriste par les États-Unis à l'époque.

J'ai tiré de cet héritage une certaine compréhension de la soif de dignité qui anime ceux qui luttent pour leur autodétermination et en particulier le peuple palestinien ; de l'écart qui sépare l'image dont jouissent les États-Unis et celle, déformée, que les Américains se font d'eux-mêmes ; du prix que paie l'Occident pour sa duplicité et son éthique à géométrie variable. Mais aussi, avec le temps, un certain cynisme vis-à-vis des mythes tiers-mondistes auxquels s'agrippait mon père, et, je crois, la conviction qu'il fallait également comprendre la perspective, les frayeurs, les désirs, et les besoins du peuple juif et des Israéliens. Mon père aimait se mettre dans la peau des autres, mais pas de tous les autres ; il avait, je crois, des sympathies électives. Ma formation en droit à l'université de Harvard à la fin des années 1980, puis mon expérience diplomatique, m'ont fermé certains chemins, mais ouvert d'autres.

La Vie des idées : À la lecture de votre livre, nous ressentons l'investissement politique énorme en faveur de la solution à deux États dans le processus de paix durant toutes ces années. Pourtant, comme vous l'écrivez, « cela ne répond[ait] pas aux aspirations profondes de l'une ou de l'autre des parties ». Quand avez-vous compris que cette entreprise était une impasse ?

Robert Malley : La solution à deux États – fondée sur une conception ethno-nationale de ce qui constitue une communauté politique – est très marquée par sa genèse européenne. En Europe, un ensemble « ethnique » équivaut à une nation, une nation se coiffe d'un État, et cet État se définit par un territoire précis. Diviser la terre entre deux entités nationales distinctes, l'une juive et l'autre arabe, est, par définition, une approche arbitraire, car elle n'est pas la seule envisageable. Vous avez tout à fait raison : cette solution a bénéficié d'un investissement politique considérable de la part d'acteurs externes qui, pour diverses raisons, s'en sont saisis et ont cherché à l'imposer au mouvement national palestinien et au mouvement sioniste. Les premiers, s'estimant floués, la rejettent entièrement ; les seconds, y voyant une chance, acquiescent du bout des lèvres. Mais ni les uns ni les autres ne considèrent la partition territoriale comme reflétant leurs plus profondes aspirations. Je dirais même : ni les uns ni les autres ne considèrent que cette division territoriale répond à leur conflit puisque leur conflit n'est pas avant tout territorial. Il est historique, émotionnel, ou pour reprendre le terme du très beau livre de Hakim al Karoui, *Israel-Palestine : Une Idée de Paix*¹, « identitaire ».

Tout cela peut paraître bien étrange : Israéliens et Palestiniens ne se battent-ils pas pour un même territoire ? La solution la plus logique, la plus cartésienne, n'est-elle donc pas de la diviser, cette terre qui les divise tant ? Hussein – mon co-auteur, complice, compagnon de route du mouvement national palestinien et conseiller de sa direction pendant de longues années – et moi l'avons longtemps cru, comme nous le racontons dans notre livre. Regardez la carte, tracez une frontière, divisez Jérusalem : voilà, le tour est joué, ne reste qu'à en convaincre les deux parties et dépasser leur entêtement mutuel. Le reste, le passé, la *nakba*, l'antisémitisme, la mémoire des pogroms, la question des réfugiés, les attaches religieuses, ce sera bon pour l'après, après que les armes se seront tues et les inimitiés calmées, une fois que le conflit aura été réglé.

¹ Hakim al Karoui, *Israel-Palestine : Une idée de paix*, Paris, L'Observatoire, 2025.

Mais c'était tout voir à l'envers, et Hussein et moi avons mis un peu de temps à en prendre conscience, trop sans doute, convaincus que, si les négociations avaient échoué, c'était avant tout parce qu'elles avaient été mal menées et qu'elles pourraient aboutir si on s'y prenait différemment. Il y avait en effet de quoi se désoler : la rigidité des dirigeants israéliens, la passivité de leurs homologues palestiniens, la mollesse américaine, les préjugés pro-israéliens de Washington, l'intensification de la colonisation, la somnolence européenne ou arabe, que sais-je encore. Les défauts du passé donnent toujours espoir en l'avenir.

En l'occurrence, ces défaillances ont dissimulé le fait que cela n'avait pas de sens de tenter de résoudre le conflit à travers un simple découpage territorial et en mettant de côté histoire, émotions, frayeurs, et sentiments identitaires, car le conflit, c'est justement l'histoire, les émotions, les frayeurs, et les sentiments identitaires. Cela ne veut pas nécessairement dire que la solution à deux États était vouée à l'échec. Elle aurait pu, peut-être, être imposée aux parties, pour un certain temps tout du moins. Cela veut dire, en revanche, qu'elle n'est pas l'issue naturelle du conflit ni celle qui s'attaque à ses racines. Elle est, désormais, entièrement illusoire, victime de ses carences, et des développements territoriaux, politiques et psychologiques de ces dernières décennies. Elle est devenue un leurre, le leitmotiv que les responsables européens en particulier réitèrent à longueur de journée faute d'avoir autre chose à offrir, et quitte à servir de couverture au statu quo dans les territoires occupés, ou, pire, à l'approfondissement de la colonisation.

La Vie des idées : Dans le livre, vous écrivez que l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 est une des suites logiques des dynamiques amorcées en 1993, à Oslo. Votre regard sur les accords d'Oslo de 1993 est d'abord critique, mais aussi complexe : vous ne minimisez pas les ambitions de ces accords. Même si vous n'avez participé directement au processus de paix qu'après Oslo, votre récit du sommet de Camp David en 2000 montre bien l'état d'esprit de chaque partie rencontrée au cours des années qui ont suivi. Quelle est votre analyse (psychologique, politique ou autre) des accords d'Oslo et de leurs conséquences pour les négociations suivantes ?

Robert Malley : Les accords d'Oslo sont nés d'une méprise, et ils en sont morts. Israéliens et Palestiniens les ont investis de sens profondément distincts. Pour le gouvernement israélien, il s'agissait de se délester de l'obligation de gouverner les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, et de voir l'Autorité Palestinienne contribuer à la sécurité de l'État juif. En contrepartie, les Palestiniens bénéficieraient d'une autonomie toute relative, sujette aux impératifs sécuritaires et politiques israéliens.

Pour les Palestiniens, l'espoir était tout autre : Oslo devait tracer la voie à leur autodétermination, laquelle s'exprimerait au travers d'un État souverain et de la reconnaissance du droit des réfugiés. Les uns parlaient le langage de la sécurité, les autres la langue de la justice. Le quiproquo n'était pas involontaire, mais délibéré. Sans malentendu assumé, il ne pouvait y avoir d'accord. Les uns et les autres l'ont accepté tout en sachant, au fond, qu'Oslo dissimulait mal ce litige, et tout en espérant qu'avec le temps, il serait résolu en leur faveur.

À ce jeu, Israël a logiquement pris le dessus. À lui, la puissance militaire, le contrôle territorial, les alliances stratégiques les plus précieuses. Conséquence : près de trente ans après la fameuse poignée de main entre Arafat et Yitzhak Rabin, l'Autorité Palestinienne dépend pour sa survie de ceux-là mêmes qui assujettissent son peuple et ne peut qu'assister, docile et impuissante, au renforcement de la colonisation en Cisjordanie et au déroulement sanglant de la guerre à Gaza. Rétrospectivement, on doit se demander si on en serait arrivé là, à cette issue meurtrière pour les deux parties, sans poignée de main, sans accord, et sans Autorité.

La Vie des idées : Selon vous, comment les massacres du 7 Octobre et la guerre menée par Israël s'inscrivent-ils dans l'histoire du conflit ?

Robert Malley : Nous avons choisi d'écrire ce livre, et de l'intituler « Demain, c'est hier », pour une raison simple. Au lendemain du 7 Octobre, Hussein et moi ne cessions d'entendre des commentateurs décrire le massacre comme l'émanation d'une idéologie islamiste fanatique, irrationnelle, fondamentaliste. Et durant la guerre épouvantable menée par Israël, nous écoutions ces mêmes gens évoquer une campagne militaire imaginée par une frange d'extrême droite, dictée par un Netanyahu devenu jusqu'au-boutiste, un Ben-Gvir et un Smotrich fous furieux. Le Hamas, ce n'était pas la Palestine ; le gouvernement israélien, ce n'était pas Israël. Analyse tout à la fois commode, rassurante, et fausse. Ni le 7 Octobre ni la guerre ne sont des anomalies ou des excentricités. Ils sont l'expression et le reflet des dynamiques profondes du conflit israélo-palestinien que rien – ni les triomphes israéliens, ni les catastrophes palestiniennes, ni les accords d'Oslo, ni le soi-disant processus de paix – n'a réellement pu entamer. Ce qu'a fait le Hamas, nombre de groupes palestiniens non-islamistes l'ont tenté par le passé, et la majorité du peuple palestinien s'y est reconnu, car c'était le seul moyen à ses yeux de faire payer à Israël le prix que lui-même a enduré, de lui faire ressentir la terreur qu'ils ressentent, de transformer leurs geôliers en captifs. Ce qu'a fait Israël n'est pas le fruit d'un groupe minoritaire d'extrémistes ; la population et les dirigeants politiques l'ont appelé quasi

unanimement de leurs vœux, se plaignant le plus souvent non que la guerre soit trop brutale, mais pas assez. Le 7 Octobre n'est pas une action singulièrement islamiste, mais profondément palestinienne. La guerre que nombre d'experts qualifient de génocide n'est pas uniquement celle de Netanyahu, mais celle d'Israël.

Ces propos choqueront certains, sans doute. Mais à quoi bon se voiler la face, imaginer qu'il suffirait de faire disparaître le Hamas et de tourner la page Netanyahu pour qu'enfin la raison reprenne le dessus et qu'on se retrouve de nouveau dans les eaux paisibles du processus de paix ? Car ce sont justement ces illusions dont on se berce, ce processus de paix pour lequel on éprouve de la nostalgie qui nous ont menés là où on est. Il n'y a pas d'un côté les pourparlers diplomatiques et les négociations, de l'autre les horreurs. Les uns ont provoqué les autres, car, au fond, les palabres n'ont rien changé ni aux réalités ni aux émotions profondes. Demain, c'est hier, parce que nous en sommes toujours aux racines d'un conflit dont les dynamiques n'ont pas changé.

La Vie des idées : Selon vous, quelles sont les erreurs concrètes commises par les États-Unis dont les conséquences ont aggravé le conflit ? L'un des problèmes soulevés dans le livre semble être la nature même des négociations officielles : motivations hypocrites, calculs politiques (électoraux) nationaux, manque de confiance à tous les niveaux et, surtout, urgence permanente, autant de facteurs qui, cumulés, ont réduit à néant les efforts visant à trouver une solution viable. Est-il possible pour des tiers de jouer un rôle significatif ?

Robert Malley : Qu'Israël et le mouvement palestinien soient les principaux responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent ne fait aucun doute. C'est leur conflit, après tout. Mais vu la primauté des États-Unis, hyperpuissance sans rival pendant de si longues années, elle ne peut échapper au jugement. Dresser la liste de tout ce que l'Amérique a pu faire d'erroné ou de dangereux serait à la fois trop long et trop facile : méconnaissance profonde de la région, qui a eu des conséquences désastreuses partout où elle a sévi, en Palestine comme en Iraq ou en Iran ; ingérences brutales ; duplicité, arrogance et partialité éhontées ; et j'en passe. Mais ce qui nous intéresse, Hussein et moi, c'est moins ce catalogue de délits politiques et de forfaits diplomatiques, que de comprendre pourquoi ils persistent, pourquoi les administrations américaines – celles que j'ai servies y compris – les reproduisent à l'envi sans sembler se préoccuper du fait que leurs objectifs affichés (paix israélo-palestinienne, solution à deux États) ne cessent de s'éloigner. On peut parler d'erreurs et d'incompréhension, sans doute, et il y a de ça. Mais à la longue, lorsque les erreurs

persistent, qu'elles sont renouvelées, que les dirigeants remâchent les mêmes mots sans trop y croire, une conclusion s'impose. C'est qu'au fond, ces échecs apparents sont une forme de succès, que ce que les États-Unis ont recherché avant tout, ce n'est pas la résolution du conflit (ça ne les aurait pas gênés, il est vrai), mais plutôt la quête de la solution, sa poursuite qui simultanément renforce la centralité du rôle américain, exclut les autres, protège les relations avec Israël et avec les pays arabes, et *in fine* sauvegarde ce « Moyen-Orient américain » dont parle Marc Lynch dans son récent ouvrage². Ajoutez à cela les intérêts électoraux et politiques d'officiels américains qui avaient bien conscience du prix à payer s'ils critiquaient Israël ou la mettaient sous pression, et le compte y est. Il y a des fiascos qui sont une forme de réussite.

Vous demandez si des tiers pourraient jouer un rôle plus positif. C'est possible. L'Amérique elle-même, peut-être – mais une Amérique transformée, s'étant observé dans un miroir et n'en aimant guère le reflet, une Amérique aux mains d'une génération forgée à l'heure de la complicité de ses dirigeants dans la destruction féroce, impitoyable de Gaza, qui a vécu cet épisode avec dégoût et cherche ardemment une nouvelle boussole éthique et morale. On en voit les prémises, et il est dommage que le président Biden et la vice-présidente Harris s'en soient aperçus trop tard, convaincus qu'il leur coûterait davantage politiquement de se démarquer des atrocités israéliennes que de les excuser. L'Europe ? Les pays arabes ? Là encore, on peut espérer, mais permettez-moi un brin de scepticisme vu leur comportement apathique face à Gaza d'abord, et à la guerre menée contre l'Iran ensuite.

La Vie des idées : On en arrive à la question d'un « demain » qui, en dépit des échecs et des désillusions, reste une possibilité, avec des acteurs plus représentatifs. Vous dites que cela nécessite un effort considérable ainsi qu'une vision complètement renouvelée.

Robert Malley : Demain c'est hier, j'avoue que cela doit paraître bien pessimiste. Façon de dire que les avancées diplomatiques étaient chimériques, qu'on s'est fait avoir, que la roue tourne, mais finit toujours au même endroit – à ce conflit existentiel, identitaire, qui reste profondément ancré dans la conscience mutuelle des deux peuples.

² Marc Lynch, *America's Middle East. The Ruination of a Region*, Oxford University Press, 2025.

Mais notre message ne se veut pas un message de désespoir. Ce que nous disons c'est qu'il ne sert à rien de retracer sans cesse le même chemin, de ressusciter le dogme des deux États, d'en appeler aux « modérés » des deux camps de se mettre autour d'une table et de reprendre là où on a laissé les accords d'Oslo, les efforts du président Clinton, ceux du président Bush ou d'Obama, de rêver qu'à la violence aveugle succède enfin la paix éclairée. Le véritable pessimisme, c'est de se cantonner dans cet optimisme de façade et d'imaginer qu'à force de répétition, ce qui a échoué hier réussira magiquement demain. Le véritable optimisme, c'est d'accepter ce verdict pessimiste, de reconnaître que tout doit être mis à plat et remis en question.

On a voulu privilégier les soi-disant modérés des deux camps, et bien il faudra faire place à d'autres acteurs représentatifs – sionistes religieux et colons d'une part ; islamistes, réfugiés et membres de la diaspora de l'autre. On a préféré les négociations bilatérales entre deux parties à puissance foncièrement inégale sous l'égide d'un médiateur biaisé en faveur du plus puissant d'entre les deux, en excluant les pays arabes pourtant inséparables de ce conflit. Là encore, il faudra revoir la copie. On a repoussé toute solution autre que celle des deux États ethno-nationaux, au prétexte que cette solution était la seule possible, qu'elle était inéluctable. Quelle hallucination ! Des résolutions, il y en a bien d'autres – le statu quo, pour commencer, c'est à dire domination israélienne sur tout le territoire, qui reste hélas la plus probable ; nettoyage ethnique ; fédération ; confédération (entre Israël et Palestine, ou entre Palestine et Jordanie) ; État binational ; et bien d'autres encore. Certaines sont réalistes, d'autres moins. Certaines séduisantes, d'autres pas du tout. Le fait demeure : des alternatives à la solution des deux États existent. Ce qui les en distingue c'est que celle des deux États a été tentée à maintes reprises et qu'à maintes reprises, elle a échoué.

Demain c'est hier, cela veut dire que – comme ce fut le cas après la *nakba* en 1948 – Israéliens et Palestiniens ne partagent ni boussole, ni vision de l'avenir, ni même compréhension rudimentaire de ce qui définit leur conflit. Après un long détour, ils se retrouvent, ainsi que la région tout entière, dans un univers profondément neuf, mais à la fois foncièrement inchangé, où rien n'aura été résolu, où ne demeurent que colères et haines et soif de vengeance. Comme hier, Israël est tout-puissant, son rival palestinien à terre, ses rivaux régionaux en déroute, mais isolé, incapable de traduire ses atouts militaires en avantages politiques. Comme hier, la cause palestinienne est universelle, embrassée à travers le monde, suscitant mobilisation populaire et solidarité, mais le mouvement palestinien est anéanti, atomisé, incapable de traduire ses atouts politiques en avantages concrets. Demain comme hier, on doit s'attendre à des gestes désespérés de Palestiniens privés d'espoir, qui n'auront rien à perdre, car

ayant tout perdu, et à des représailles féroces d'Israéliens privés de contrainte, qui n'auront rien à redouter, car ayant tout conquis.

Hussein et moi faisons bien attention à n'offrir aucune recette magique. Ayant longtemps cru à la solution des deux États et l'ayant fortement préconisée, on ne va tout de même pas se hasarder à défendre désormais une autre formule toute faite. N'en déplaît à ceux qui veulent croire une solution à portée de main, l'heure n'est pas aux feuilles de route ni aux plans préfabriqués. Tout est à revoir et à refaire, et c'est à partir de ces débris qu'il faudra reconstruire, pas à pas, en évitant les raccourcis séduisants, mais trompeurs, sans faux espoir ou faux semblants. Avec la conviction que ne disparaîtront ni le peuple israélien, ni le peuple palestinien, ni la foi intense qui les anime.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 mars 2026.